

# Danièle OBONO

Députée de Paris



© Antoine Stouls

## Front commun dans les luttes, union populaire dans les urnes

**19 mai - 12 juin.** Ces deux dates marquent un tournant politique majeur. D'un côté, il y a la course à l'échalote mortifère du pouvoir macroniste avec l'extrême-droite. Un ministre de la République qui participe le 19 mai à la manifestation factieuse d'organisations policières appelant, devant l'Assemblée nationale, à mettre au pas la Justice et à "faire tomber les digues de la Constitution". Et tout le ban et l'arrière ban des partis du système, LREM, LR, RN, mais aussi la direction du PS, des représentant-es d'EELV et du PCF, qui leur emboîtent le pas. **Ce jour-là, seule la France insoumise a tenu bon. Ce jour-là, la République c'était nous.**

Nous avons tenu bon, avec les associations, organisations syndicales et collectifs qui ont appelé à manifester le 12 juin. Nous avons tenu bon, dans un climat empuanti depuis des mois (des années) par les discours d'une extrême-droite normalisée, invitée sur tous les plateaux pour déverser sa haine. Nous avons tenu bon, face à la dérive autoritaire d'Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité parlementaire, qui, depuis 4 ans, ont non seulement légitimé la rhétorique du RN, mais ont aussi appliqué, à coups de matraques et de LBD, une partie de son programme anti-social et liberticide.

Celles et ceux qui en 2017 avaient été élu-es pour "faire barrage" en sont arrivé-es à faire passage. Par opportunisme électoral, mais aussi par affinités idéologiques. Parce que ces 4 dernières années l'ont démontré, **Macron-Le Pen est plus un duo qu'un duel, celui de l'insécurité sociale et de la violence politique, les deux faces d'une même pièce, le système et son assurance-vie.**

Ce système, d'injustices et d'inégalités, ne peut se maintenir que s'il oppose, divise celles et ceux qui ont intérêt à s'unir pour le changer. Car c'est bien de cela qu'il s'agit fondamentalement : changer un système qui ne fonctionne que pour le profit de quelques un-es au détriment de la majorité. Changer un système qui épuise la planète, les humains et toutes nos institutions qui tournent de plus en plus à vide. C'est urgent et c'est possible.

“ Un peuple qui refuse l'ordre injuste actuel ”

Car non, ce pays n'est ni macronisé, ni extrême-droitisé. Malgré la casse sociale en continue et le bourrage de crâne permanent, il n'a succombé ni au chacun-e pour soi de l'ultralibéralisme rêvé par la Macronie, ni à la guerre de tous-tes contre tous-tes que cherchent à instiguer les racistes et xénophobes. L'inattendue révolte Gilets jaunes, les mobilisations massives contre la réforme des retraites, le dévouement héroïque des soignant-es et des travailleur-euses essentiel-les face à la crise covid-19, l'inspirante rébellion de la jeunesse en lutte pour le climat et contre les violences policières, etc.

Autant d'expressions de résistance et de solidarité d'un peuple qui refuse l'ordre injuste actuel et aspire à un avenir radicalement différent de celui que le pouvoir et ses alliés d'extrême-droite veulent imposer. **Un avenir que nous construisons, aujourd'hui, en faisant front commun dans les luttes, et que nous gagnerons, demain, en réalisant l'union populaire dans les urnes.**

## VOTRE DÉPUTÉE

- > Bibliothécaire de profession
- > Diplômée d'histoire, de lettres modernes et de sciences politiques
- > Habitante du 19<sup>e</sup> arrondissement

- Membre de la commission des Lois (Constitution, droits, libertés, justice, sécurité, collectivités territoriales...); de la commission des Affaires européennes; de la délégation aux Outre-mer
- Présidente du groupe d'amitié France-Bangladesh
- Vice-présidente du groupe d'étude sur les discriminations LGBTQIA+phobes dans le monde
- Secrétaire du groupe d'étude sur les économies insulaires françaises, catastrophes naturelles et politiques publiques de développement

# À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



## / Urgence sanitaire, sociale et économique

Pour masquer une stratégie confuse et son incapacité à planifier malgré le recours à des cabinets de conseil hors de prix, le gouvernement a imposé successivement 3 lois d'état d'urgence sanitaire avec leur lot de restrictions des libertés individuelles. Et sur le front social et économique, il a privilégié les cadeaux aux plus riches au détriment de la solidarité envers les plus précaires.

### PROPOSITIONS LFI

- Recrutement de 62 500 soignant-es à l'hôpital public et de 210 000 dans les EHPAD ; augmentation de 300 € des personnels du secteur médico-social
- Hausse des minima sociaux au seuil de pauvreté, extension du RSA aux 18-25 ans et automatisation de leur versement
- Année blanche pour les intérimaires et les " extras " de la restauration et de l'hôtellerie
- Allocation jeunes en formation et création de 300 000 emplois jeunes

## / Stopper la dérive autoritaire

Privatisation de la sécurité, surveillance de masse avec la reconnaissance faciale et l'utilisation de drones, militarisation des forces de sécurité intérieure, répression des manifestations...C'est grâce à la mobilisation associative, syndicale et citoyenne dans la rue que nous avons pu impulser la saisine du Conseil constitutionnel qui a censuré la très liberticide loi sur la "sécurité globale".

### PROPOSITIONS LFI

- Création de 4 400 nouveaux postes dans la justice (magistrat-es, administratif-ves, greffier-es)
- Réouverture d'écoles de police et allongement de la formation des agent-es pour devenir gardien-nes de la paix
- Instauration du récépissé de contrôle d'identité et création d'une inspection indépendante de la police et de la gendarmerie

## MON ACTIVITÉ 2020-2021 EN QUELQUES CHIFFRES



27

semaines  
d'activité



282

interventions  
longues  
en hémicycle



3 515

amendements



13

propositions  
de loi



24

questions  
écrites



© Photothèque Assemblée nationale

## / Enfance en danger

Préférant céder à “la chasse à l’enfant” plutôt que la protection judiciaire, le gouvernement a réformé l’ordonnance de 1945, contre l’avis des professionnel·les, dans un sens plus répressif en rapprochant la justice des mineur·es de celle des majeur·es. En matière de lutte contre les violences sexuelles, il a amoindri la création d’une infraction autonome sanctionnant les actes commis par un·e majeur·e sur un·e enfant de moins de 15 ans en ajoutant des exceptions et en ne prévoyant pas le renforcement des politiques de prévention, d’accueil et d’accompagnement des victimes.

### PROPOSITIONS LFI

- Primauté à l’éducatif, la prévention, l’accueil et l’accompagnement
- Fin des centres éducatifs fermés
- Recrutement d’éducatrice·s spécialisé·es à la Protection judiciaire de la jeunesse
- Recrutement massif de personnels de médecine scolaire et formation des personnels (Education nationale, santé, police, justice...) à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes

## / Agir pour le climat

La loi qui devait reprendre “sans filtre” les 150 propositions de la Convention citoyenne sur le climat a abandonné les 3/4 d’entre elles. Par contre, 90% de ces mesures se retrouvent dans notre programme L’Avenir en commun.

### PROPOSITIONS LFI

- Réduction de la circulation des poids-lourds émetteurs de gaz à effet de serre sur de longues distances en permettant un report vers le ferroviaire ou le fluvial
- Réduction du trafic aérien et interdiction des vols intérieurs dès lors qu’une alternative ferroviaire existe en moins de 4h
- Plan national d’adaptation des réseaux aux bouleversements climatiques
- Isolation thermique de 700 000 logements par an
- Développement des alternatives végétariennes dans la restauration collective
- Interdiction de la publicité pour les produits polluants et régulation forte pour réduire les incitations à la surconsommation

  
**3**  
questions  
orales

  
**3**  
rapports

**La France insoumise reste le groupe parlementaire le plus actif de l’Assemblée nationale** avec plus de 5 000 interventions longues en hémicycle et près de 4 000 amendements déposés.

Retrouvez les détails de mon activité parlementaire sur le site de l’Assemblée : [assemblee-nationale.fr](http://assemblee-nationale.fr) > rubrique “Les députés” ; et sur les sites [nosdeputes.fr](http://nosdeputes.fr) et [regardscitoyens.fr](http://regardscitoyens.fr)



N° 4017 rectifié

ASSEMBLÉE NATIONALE  
CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958  
QUINZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 mars 2021.

**PROPOSITION DE LOI**

*établissant la garantie d'emploi par l'État employeur en dernier ressort.*

(Renvoyée à la commission des affaires sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

présentée par Mesdames et Messieurs

Jean-Hugues RATENON, Danièle OBONO, Jean-Luc MÉLENCHON, Mathilde PANOT, Clémentine AUTAIN, Ugo BERNALICIS, Éric COQUEREL, Alexis CORBIÈRE, Caroline FIAT, Bastien LACHAUD, Michel LARIVE, Loïc PRUD'HOMME, Adrien QUATENNEIS, Muriel RESSIGUIER, Sabine RUBIN, François RUFFIN, Bénédicte TAURINE,

Député-es.

“

Créer des emplois qui répondent à des besoins sociaux et environnementaux identifiés localement

”

## GARANTIE D'EMPLOI : LE TRAVAIL NE MANQUE PAS, CRÉONS DES EMPLOIS !

**La France compte aujourd'hui 6 millions de demandeurs et demandeuses d'emploi** dont 2,9 millions au chômage de longue durée. Ce fléau social qu'est le chômage de masse a des conséquences économiques, psychologiques et sanitaires catastrophiques pour les personnes concernées mais aussi pour toute la société.

- **10 à 14 000 décès par an sont imputables au chômage de masse.**
- **Le risque de surmortalité est multiplié par trois et le risque de subir un accident cardiovasculaire par deux quand on est au chômage de longue durée.**

Pourtant, le chômage de masse n'est pas une fatalité. C'est le résultat de calculs comptables et de décisions inhumaines. Le travail ne manque pas. Ce sont les emplois qui font défaut. Alors créons-les !

La proposition de loi LFI, présentée par Danièle Obono le 6 mai 2021 à l'Assemblée nationale lors de la journée parlementaire du groupe LFI, s'inspire de l'expérimentation réussie des "territoires zéro chômeur de longue

durée" et propose de l'étendre à tout le pays, dans le cadre d'une stratégie de plein emploi par la bifurcation écologique et solidaire.

Le principe est simple : créer des emplois qui répondent à des besoins sociaux et environnementaux identifiés localement mais jusque-là non satisfaits (préservation de l'environnement, soin aux personnes, animations scolaires, artistiques...), et correspondant aux aptitudes de la personne, au chômage de longue durée, qui souhaite travailler.

Le dispositif de garantie d'emploi, animé par un collectif de partenaires locaux (associations, personnes concernées, syndicats, collectivités territoriales...) serait financé par les allocations chômage et un fond national abondé par l'Etat pour assurer un salaire minimum. Il coûterait 4 fois moins que ce qui est actuellement dépensé pour payer le chômage et rapporterait beaucoup à toute la société.

La garantie d'emploi, c'est urgent, c'est possible et c'est une des nombreuses mesures que propose La France insoumise quand elle sera au pouvoir.

**Pour en savoir plus :** <https://deputee-obono.fr/proposition-de-loi-lfi-etablir-la-garantie-demploi/>

### RAPPORTS D'INFORMATION

- La protection sociale des travailleuses et des plateformes (janvier 2021)
- L'enseignement dans les Outre-mer dans les territoires en dépression démographique (juin 2021)

### COMMISSION D'ENQUÊTE

- Les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France (en cours)





Marche des sans-papiers (Paris - 17 octobre 2020)



Rassemblement contre la loi de programmation de la recherche (Paris - 17 novembre 2020)



Marche des libertés (Paris - 28 novembre 2020)



Marche contre les idées d'extrême-droite, pour l'égalité des droits (Paris - 12 juin 2021)



Manifestation pour une vraie loi climat (Paris - 28 mars 2021)



Manif en soutien au peuple palestinien (Paris - 22 mai 2021)

# EN CIRCONSCRIPTION



Distribution alimentaire à la friche Polonceau avec l'association "La Table ouverte" (Paris 18<sup>e</sup> - 28 avril 2021)

## / Rencontres avec les habitant-es

- **Tournée téléphonique** des habitant-es et balades dans les quartiers de la circonscription
- **Échanges** avec les résident-es du centre d'hébergement d'urgence "Ephémère" rue de Lorraine (19<sup>e</sup>) et les élèves de la classe de CM1/CM2 de l'école Eva Kotchever (18<sup>e</sup>)
- **Visite** de la caserne Bitche des sapeurs-pompiers (19<sup>e</sup>) et des nouveaux aménagements de la résidence allée d'Andrézieux (18<sup>e</sup>)

## / Associations, collectifs, solidarités

- **Collectes** "Urgence solidarité COVID-19" tous les mois et distributions alimentaires auprès des étudiant-es de la résidence universitaire de la rue Pajol (18<sup>e</sup>) et avec l'association "La Table ouverte" sur la friche Polonceau (18<sup>e</sup>)
- **Rencontre** avec les équipes : des CAARUD Boutique 18 et Ego (18<sup>e</sup>), du centre social Espace 19 (19<sup>e</sup>), de la Salle Saint-Bruno à la Goutte d'Or (18<sup>e</sup>) et de l'association de prévention du site de la Villette (19<sup>e</sup>)

## / Interpellations des exécutifs

- **Courriers au recteur de Paris** sur le besoin de reconnaissance du statut Réseau d'éducation prioritaire pour l'école Eva Kotchever (18<sup>e</sup>) et à la **présidente de la région Ile de France** sur la rénovation du lycée Rabelais (18<sup>e</sup>) et le maintien des formations paramédicales et sociales
- **Courriers à l'Assistance publique - hôpitaux de Paris (AP-HP)** sur la fusion et la fermeture des hôpitaux Beaujon et Bichat et à la **direction générale de Paris Habitat** sur les problèmes de nuisibles dans plusieurs logements sociaux de la circonscription

## / Soutien aux luttes

- **Rassemblement contre l'expulsion** de Fatimata Sangare, élève de CM2 à l'école Fernand Labori, et ses parents (Paris 18<sup>e</sup> - 8 février 2021)
- **Pétition pour le relogement** du Théâtre de Verre (19<sup>e</sup>) et occupation du théâtre de l'Odéon
- **Grève des agent-es de la ville de Paris** contre la dégradation de leurs conditions de travail



Caserne Bitche (Paris 19<sup>e</sup> - 8 janvier 2021)



Manifestation "Pas une minute de plus" (Paris - 13 avril 2021)



Rencontre avec des personnels devant le lycée Rabelais (Paris 18<sup>e</sup> - 9 avril 2021)



Rassemblement devant le jardin d'Eole  
(Paris 19<sup>e</sup> - 2 juin 2021)

## LA TOXICOMANIE DANS LE NORD-EST PARISIEN

Habitant·es et associations alertent depuis des années sur la dégradation de la situation dans plusieurs quartiers du 19<sup>e</sup> arrondissement qui font face à une recrudescence des scènes de consommation de drogues sur la voie publique. Mais les exécutifs, localement et nationalement, ont tardé à réagir, puis l'ont fait de manière précipitée, non concertée et sans stratégie globale ni pérenne.

Ainsi, la décision de la préfecture de police, prise avec l'aval de la Ville de Paris suite à une montée des tensions dans le quartier de Stalingrad, de "parquer" les usager·es de drogue dans le jardin d'Eole, n'a fait que déplacer temporairement une partie du problème sans le régler. Elle a suscité les protestations légitimes des habitant·es privé·es de leur parc, témoins impuissant·es de scènes dégradantes et victimes d'actes de violences.

Pourtant, des solutions de court, moyen et long terme, proposées par des professionnel·les du secteur, existent.

- Renforcement des maraudes pour favoriser la réduction des risques et la médiation avec les habitant·es
- Création de plusieurs nouveaux espaces d'accueil, de repos et de consommation à Paris et en banlieue
- Augmentation significative des moyens en matière de logement, d'accompagnement médico-social, d'accès aux soins notamment psy, de prise en charge thérapeutique et de réinsertion
- Revalorisation du statut des personnels du secteur médico-social qui accompagnent les usager·es de drogues
- Re-mise en place d'une police de proximité et du quotidien formée à ces problématiques

Danièle Obono n'a cessé de les relayer aux différentes autorités en même temps que les alertes sur la situation depuis le début de son mandat. Elle continuera de se battre pour permettre à toutes celles et ceux qui vivent dans ce beau 19<sup>e</sup> arrondissement d'y mener une existence digne et tranquille.

### INTERVENTIONS DE DANIELÈLE OBONO AUPRÈS DES EXÉCUTIFS

- **Communiqué** "Il faut une stratégie globale et des moyens d'ampleur", 22 juin 2021
- **Courrier à Jean Castex** "M. le Premier ministre, cessez de nous mépriser", 4 juin 2021
- **Communiqué** "Drogues : le gouvernement abandonne nos quartiers", 5 mai 2021
- **Question orale à la Ministre Bourguignon** sur la situation dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, 4 mai 2021
- **Courrier à Anne Hidalgo et alli**, sur l'urgence sanitaire et sociale à Charles Hermite (18<sup>e</sup>), 23 octobre 2019
- **Interpellation d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé et des Solidarités**, lors des débats du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, sur la crise sanitaire et sociale liée à la consommation de drogues dans le nord-est parisien, 26 octobre 2018
- **Lettre à Agnès Buzyn, ministre de la Santé et des Solidarités**, sur l'urgence d'un plan de réduction des risques liés à l'usage de drogues, 24 septembre 2018

# L'ÉQUIPE À L'ASSEMBLÉE ET EN CIRCONSCRIPTION



## 1 GUITA NILAVANNANE

Stagiaire, collabore au travail de la commission des Affaires européennes

## 2 ÉLODIE ANDRIEUX

Cheffe de cabinet

## 3 ÉMILIE PAUMARD

Responsable du travail en circonscription

## 4 YACINE KHEDIM

Chef de cabinet adjoint

## 5 ANIS MARZOUGUI

En charge de la production vidéo

## 6 RAPHAËL BONNEAU

Collabore au travail de la commission des Lois

## UNE SEMAINE TYPE DE DÉPUTÉE

### DU LUNDI AU JEUDI

#### Travail à l'Assemblée :

débats en séances publiques, en commissions, réunions des groupes parlementaires et des différents groupes de travail.

### DU VENDREDI AU DIMANCHE

#### Présence en circonscription :

permanences, rendez-vous, rencontres, visites, marchés, manifs, etc.

## AGENDA À VENIR (prévisionnel)

### ÉTÉ 2021

- **Première lecture** du projet de loi sur l'enfance
- **Poursuite de l'examen** du projet de loi sur le séparatisme

### AUTOMNE 2021

- **Projet de loi de finances 2022**
- **Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2022**

## NOUS RENCONTRER

### EN MAIRIE, SUR RENDEZ-VOUS

Mardi 14h dans le 18<sup>e</sup>

(1, place Jules Joffrin)

Jeudi 10h dans le 19<sup>e</sup>

(5-7, place Armand Carrel)

@contact@deputee-obono.fr

09 61 68 60 35

## NOUS CONTACTER

Danièle Obono

Assemblée nationale

126 rue de l'université 75007 Paris

daniele.obono@assemblee-nationale.fr

01 40 63 61 08

deputee-obono.fr

## NOUS SUIVRE

@Deputee\_Obono

deputee\_obono

@DeputeeObono

Députée Obono

https://t.me/DeputeeObono